

Bulletin d'histoire politique

Fascisme et anti-fascisme autour de la guerre civile espagnole dans le Québec des années trente

Caroline Désy



Volume 9, numéro 2, printemps 2001

Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060459ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060459ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Désy, C. (2001). Fascisme et anti-fascisme autour de la guerre civile espagnole dans le Québec des années trente. *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 30–39.
<https://doi.org/10.7202/1060459ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Fascisme et anti-fascisme autour de la guerre civile espagnole dans le Québec des années trente¹

CAROLINE DÉSY
Stagiaire post-doctorale
Département d'études littéraires
UQAM

Impossible de parler des visions d'avenir des années trente sans mentionner le fascisme. Au Québec, qu'en était-il ? Le nationalisme ne faisait-il pas davantage d'émules que la doctrine de Mussolini ? Ce serait ignorer que les nationalismes et la tentation du fascisme sont à l'époque étroitement liés. Les expressions idéologiques du nationalisme, malgré leurs variations, s'inspirent d'une réalité européenne qui pose avec acuité la question du fascisme et celle de sa doctrine économique, le corporatisme².

Ce dernier constitue le socle sur lequel s'appuie la tentation fasciste québécoise des années trente, combiné au désir de changement social. Dans ce contexte, la guerre civile espagnole sert de prétexte pour cristalliser deux visions du monde : en pleine crise économique (et sociale), interprétée comme une conséquence des méfaits du libéralisme, il est impensable de se tourner vers le communisme, dénoncé par la papauté. La troisième voie semble le fascisme.

Il est inquiétant de constater le courant de sympathie au fascisme européen qui transpire de certains quotidiens montréalais³ lorsqu'ils traitent de la guerre en Espagne, cette dernière agissant comme « révélateur ». On pourrait conclure, comme le fait Peck (1988, p. 28), que les journaux francophones sont plus intéressés par la victoire du catholicisme que préoccupés par les interventions étrangères en Espagne. On peut aussi y lire une certaine sympathie pour le fascisme ou à tout le moins une attitude complaisante.

Si nous devons parler de fascisme, il est important de mentionner que nous utilisons ce terme dans son sens générique de *phénomène idéologique* comme le propose Sternhell (1987, p. 29-30). C'est la tentation d'un grand nombre de ceux qui veulent, dans la poussée de la crise du libéralisme des années trente, « changer le monde mais sans passer par le marxisme » (*ibid.*, p. 52).

Si pour certains historiens la question est de savoir s'il est licite d'user du mot *fascisme* hors de sa patrie d'origine, il ne nous semble pas exagéré de

répondre par l'affirmative lorsqu'on est en présence d'une pensée qui rejette la démocratie, le libéralisme, le marxisme et qui est aussi projection dans l'avenir, portant une vision du monde et l'idée d'une société nouvelle (cf. Winock, 1999, p. 56). C'est aussi une pensée propre à l'époque qui sépare les deux guerres mondiales. Soulignons toutefois que la pensée fasciste d'ici se développe sans l'exaltation guerrière (et les visées impérialistes) du modèle italien et qu'elle ne rejette pas la religion : la doctrine sociale de l'Église lui sert en effet de base et de caution.

La tentation du fascisme est alimentée par des journaux extrémistes comme *La Nation*⁴, mais aussi par une intense réflexion autour du corporatisme, « l'élément du fascisme qui obtient la plus grande vogue au Québec » (Lévesque, 1984, p. 127). Le corporatisme, qui représente à l'époque une réponse globale aux « dangers » tout aussi globaux du socialisme et du communisme (Bélanger, 1978, p. 35-36), est directement inspiré de la doctrine sociale de l'Église telle que définie par les encycliques *Rerum Novarum* de Léon XIII (1891) et principalement *Quadragesimo Anno* (1931) puis reprise encore dans *Divini Redemptoris* (Pie XI, 1937, p. 32-33).

Doctrine préconisant les regroupements par corps de métier et de profession, le corporatisme du Québec des années trente se veut « un système d'autorégulation sociale qui dispense la collectivité du recours à l'État » (Bélanger, 1978, p. 36) et il est amplement discuté dans diverses publications. Le journal *L'Action catholique*, qui appuie ouvertement Franco et Mussolini, propose au niveau économique une société corporative (Racine et Stein, 1978, p. 88-89), tout comme les penseurs du syndicalisme catholique qui « prônent une “révolution” de l'organisation sociale et le retour à l'esprit qui avait animé les corporations du Moyen Âge » (Rouillard, 1978, p. 310). Dans le journal *l'Ordre*, où l'on est désenchanté à l'égard des institutions démocratiques et inquiet de l'influence communiste, certains mérites sont reconnus au régime fasciste italien dont le « corporatisme va de pair avec l'encyclique *Quadragesimo Anno* » (Larocque, 1978, p. 190). On juge toutefois impossible son application immédiate au Canada.

C'est aussi la conclusion à laquelle arrive Esdras Minville, qui propose comme solution d'organiser l'institution corporative uniquement chez le groupe canadien-français (Minville, 1938, p. 134). Cette proposition découle de l'« enquête » sur le corporatisme que la revue *L'Action nationale* entreprend en 1938. L'argumentation repose sur une présentation des méfaits du libéralisme économique et sur un anti-étatisme primaire. La libre concurrence, peut-on y lire, « ne saurait servir de norme régulatrice à la vie économique », car elle aboutit à la dictature de « l'internationalisme financier » et du « capitalisme cosmopolite » (Bastien, 1938, p. 307-308). Les richesses abondent, mais n'ont « jamais [été] aussi mal réparties » (*Ibid.*, p. 308). Une « restauration » s'impose

et a pour nom corporatisme chrétien: « Non pas le corporatisme d'État, imposé par en-haut, (...) mais le corporatisme social, celui qui libérera la personne humaine » (*ibid.*). Il importe, renchérit Minville, « de réagir contre la tendance qui s'accroît d'année en année à tout attendre de l'État, à s'en remettre à lui de régler tous les problèmes individuels ou collectifs, économiques ou sociaux » (Minville, 1938, p. 139). La référence de la revue est par conséquent davantage le modèle de Salazar que celui de Mussolini (*cf.* Bastien, 1938, p. 313), tout comme chez Lionel Groulx qui écrit admirer Salazar (Groulx, 1937, p. 65) et qui propose lui aussi le corporatisme pour remédier aux maux qui affligent notre société (*ibid.*, p. 261).

Pour tous ses adeptes, le corporatisme est vu comme le seul modèle social capable de combattre efficacement le communisme, le libéralisme économique et la tendance grandissante au recours à l'État. Bien qu'il demeure une utopie, le corporatisme est sérieusement envisagé — alors que le fascisme dans son ensemble fait beaucoup moins d'émules — et il est partie intégrante du programme électoral de l'Action libérale nationale (ALN) en 1935 même s'il ne sera jamais mis en œuvre. Inséparable du mouvement nationaliste canadien-français qui lui fournit ses plus fervents défenseurs, le corporatisme n'est pas pris à la légère par ses adversaires: ces derniers le considèrent comme partie prenante d'un mouvement important et dangereux possédant ses propres « clubs », organismes de jeunes et journaux, et par dessus tout bénéficiant de l'appui de l'Église catholique (*cf.* Scott, 1986, p. 27-28).

L'Église est par ailleurs interpellée de façon urgente par la guerre en Espagne. Le clergé de l'époque ne rate pas une occasion de souligner les affinités entre le Québec et l'Espagne « qui partagent la même religion et la même crainte du péril rouge » (Lévesque, 1984, p. 132). Elle est éloignée, cette guerre, mais elle est proche des préoccupations idéologiques et elle va avoir au Québec un effet de révélateur (rendant visible ce qui était latent) et de catalyseur (déclenchant ou accélérant une réaction par sa seule présence). L'analyse du discours sur la guerre civile espagnole est une analyse localisée qui ne prétend pas à l'universalisme. Mais ce discours particulier est en quelque sorte une « clé » pour lire les débats idéologiques du Québec des années trente. La tentation fasciste s'inscrit de façon distincte dans la presse à propos de la guerre civile espagnole.

LE DISCOURS DOMINANT

S'il faut une étude de plus longue portée que celle-ci pour circonscrire l'ensemble du discours sur la guerre civile espagnole, il est néanmoins possible d'en esquisser le portrait général, en isolant deux des thématiques les plus importantes qui le traversent. Un noyau discursif est en effet organisé dans

les quotidiens analysés autour de la polarisation rouge/blanc et du combat de la civilisation chrétienne contre la barbarie communiste.

La polarisation rouge/blanc présente une appréciation bien québécoise (ou canadienne-française) de la tension qui traverse le discours, puisqu'on sait que, depuis le XIX^e siècle, les politiciens libéraux sont appelés les « rouges » par la population et les journaux. Dans le cas qui nous intéresse ici, « rouges » libéraux et « rouges » communistes sont rapidement télescopés en « Rouges » tout court dans les journaux.

Cette association symbolique organise le monde entre le bien (blanc) et le mal (rouge), entre Rome et Moscou. Ce symbolisme a aussi traversé la guerre civile russe après la Révolution d'Octobre, et la désignation Blancs et Rouges avait valeur de symbole pour les deux camps. Il semble aussi d'usage, dans une certaine presse québécoise, de parler de « menace rouge »⁵, et ce depuis que l'encyclique *Caritate Christi* de Pie XI a dénoncé le communisme comme le grand danger de l'époque.

La presse québécoise adopte vite cette typologie facile. *La Patrie* et *Le Devoir* utilisent l'expression « Front Blanc » pour parler des forces nationalistes espagnoles, ou encore « Espagne blanche », « gouvernement blanc » ou simplement les « blancs ». À la une du *Devoir* du mardi 27 octobre 1936, une dépêche est coiffée du titre « Reconnaissance du gouvernement "blanc" par le Portugal, l'Italie et l'Allemagne ». Mais après onze mois de guerre, on n'utilise plus les guillemets (qui marquaient une certaine réserve) : ainsi dans *Le Devoir* du 22 juin 1937, on peut lire que « Le Pape reçoit l'envoyé de l'Espagne blanche ».

L'armée républicaine devient même l'« armée rouge » dans les pages de *La Patrie* : « Partout où l'armée "rouge" avance ou recule, elle laisse sur son passage des traces de pillage, d'églises brûlées, de prélats et de religieuses assassinés »⁶. La connotation de « l'armée rouge », c'est évidemment l'armée soviétique organisée dès 1917 par Trotsky. Plus couramment, on parlera des « rouges ». Ainsi, *La Presse* du samedi 29 août 1936 titre à la une : « Furieux assaut nocturne contre Irun [sic] » avec en sous-titre : « Les rouges sont en quête de munitions ». Notons aussi l'utilisation qui est faite de l'adjectif *rouge* dans ces titres : « La torture rouge est dénoncée à Genève » (*La Patrie*, 2 octobre 1936 p. 24), « Hôpital bombardé par les aviateurs rouges » [à Séville] (*La Patrie*, 2 avril 1937, p. 24) et « Mensonges rouges » (*Le Devoir*, 29 avril 1937, p. 12, juste après l'attaque de Guernica). Ainsi, les « rouges » sont présentés comme torturant, bombardant et mentant...

C'est plus généralement un combat entre la civilisation chrétienne et la barbarie communiste qui est présenté. Le caractère sacré de la guerre est mis en place par la papauté (cf. Pie XI 1936 et 1937), puis il est *relayé* et *amplifié* par les journaux. Bien qu'on ne puisse pas tout à fait réduire le discours

dominant à un combat de Dieu contre Satan, de nombreuses récurrences gravitent dans ce discours autour de l'idée centrale que la civilisation chrétienne est en péril. Très tôt dans la guerre, on parle dans les journaux de « barbarie » pour décrire ce qui se déroule en Espagne, et la barbarie est associée aux républicains, comparée à la Révolution russe et liée au nom de la ville de Moscou.

Mais où est le fascisme dans tout ça ? Dans le non-dit, car on en parle très peu. La guerre en Espagne amène une certaine presse à prendre position pour Franco et les nationalistes espagnols, *sans que ne soit discutée leur « particularité » idéologique*. Les journaux ne sont pas tant pro-fascistes qu'anti-communistes, se faisant en cela l'écho du discours catholique dominant ce qui s'écrit ici sur la guerre en Espagne. Ce sera le rôle des « résistants » d'insister sur le caractère fasciste de Franco et ses partisans.

UNE RÉSISTANCE ANTI-FASCISTE

Anti-libéral et anti-démocratique, le fascisme se pose en rempart contre le communisme. Il va donc de soi que la résistance anti-fasciste provienne des milieux libéraux progressistes et des communistes⁷. On retrouve divers degrés de résistance idéologique, des discours hésitants, flous, une « zone grise » constituée par de jeunes intellectuels influencés par leurs lectures européennes (cf. Pomeyrols, 1996). D'autres sont plus résolus, évoluant d'un discours tempéré par le pacifisme jusqu'à un discours présentant la démocratie et la mobilisation des forces progressistes comme les seules alternatives possibles au fascisme. C'est notamment le cas du quotidien *Le Canada*, de Jean-Charles Harvey dans *Le Jour* et des communistes de *Clarté*⁸.

La position du journal *Le Canada* est, à l'été 1936, le respect du gouvernement espagnol élu. Un éditorial de son rédacteur en chef, Edmond Turcotte, retenu par l'historiographie québécoise comme un grand scandale (cf. Blais, 1975, p. 168; Rumilly, 1966, p. 37), est digne de mention. Dans « Le feu à l'Espagne, prélude de l'incendie universel »⁹, Turcotte fait part de son inquiétude (et de son dégoût) à l'idée d'un possible triomphe du fascisme en Espagne. Le sujet principal de l'article est le fascisme et tous ses suppôts : les généraux espagnols, l'Allemagne et l'Italie qui sont de collusion avec les franchistes. Le vocabulaire qu'utilise l'auteur se démarque du discours des autres quotidiens : ainsi Turcotte parle de « l'internationale sanglante du fascisme », des « traîtres et de leurs complices », de « généraux germanophiles », etc.

L'horreur que suscite la guerre civile espagnole est partagée par tous les journaux que nous avons analysés. Mais, contrairement à ce qu'on peut lire dans la grande presse (c'est-à-dire *La Presse* et *La Patrie*), les massacres ne sont pas imputés ici aux « communistes ». Soit on les attribue aux deux

belligérants, soit on en accuse les fascistes. Lorsque les massacres sont mis en évidence de façon très graphique dans le discours de résistance, c'est souvent en soulignant que les fascistes en sont responsables, que ce soit dans *Le Canada* ou dans *Le Jour*¹⁰. Un journal comme *Clarté* va choisir de nier une partie des massacres, prétextant que « nous sommes par contre tenus dans l'ignorance des atrocités fascistes ». De fait, c'est le fascisme qui est « sanglant » dans *Clarté*. Et l'horreur, les massacres, c'est Madrid « où les cadavres des femmes et des enfants s'amoncellent, où les hôpitaux flambent et s'écroulent sous les brasiers, où les églises historiques brûlent »¹¹.

LA DÉNONCIATION DU FASCISME

« Les dictatures ne sont pas des régimes normaux », peut-on lire dans *Le Jour* du 29 janvier 1938 sous la plume de A.-R. Bowman. Ce sont des « régimes de la trique, du pistolet et des camps de concentrations », renchérit Jean-Charles Harvey dans son article « Les horreurs du fascisme »¹². Le directeur du *Jour* est certainement au Québec l'un des adversaires les plus énergiques du fascisme. La guerre d'Espagne lui fournit l'occasion de dénoncer les alliances fascistes européennes qui menacent la paix dans le monde. Il ne s'attarde pas à Franco, mais fustige tous les fascismes et les régimes dictatoriaux. Dans un éditorial exemplaire du 2 octobre 1937, il attaque la mystique politico-religieuse [qui] a servi avant tout à créer le militarisme, à exacerber le racisme contre les autres nationalités, à transformer des hommes en automates ou en fanatiques, à compromettre la paix du monde¹³.

L'entreprise « nazo-fasciste », que nomme à son tour dans *Le Canada* le journaliste Flambeau¹⁴, est forte de la complicité de la presse :

Nos « bons » journaux, qui ne cachent pas leurs sympathies fascistes, remplissent des colonnes et des colonnes des atrocités commises par les troupes loyalistes en Espagne. Eux qui ont prêché si souvent le respect du gouvernement établi, ils n'ont de sympathies que pour les rebelles.

En effet, renchérit *Le Jour*, qui conclut que « [l]a propagande fasciste ne faiblit pas », on ne compte plus « toutes les feuilles de choux qui ont surgit comme par enchantement dans la province et dont la seule raison d'être consiste à déverser des tonnes de mensonges parmi la population »¹⁵.

Certains de ces mensonges concernent la guerre en Espagne et ils ne sont pas le seul fait de quelques « feuilles de choux ». Les journaux *La Presse*, *La Patrie* et *Le Devoir* n'exaltent peut-être pas le fascisme à pleines pages, mais ils « diabolisent » son ennemi socialo-communiste. Reste que Franco et ses troupes sont présentés comme les « bons » tandis que les « méchants » sont

les rouges de toutes tendances. La presse quotidienne n'invente rien, elle se fait l'écho du discours catholique dominant.

En tenant compte des recherches récentes dans le domaine, on ne peut soustraire les idéologies québécoises des années trente à *l'air du temps*, aux courants d'idées venus d'ailleurs. Selon Pomeyrols (1996, p. 402), les débats québécois des années trente se nourrissent des antagonismes européens qui sont « réinterprétés et réinsérés dans les polémiques locales » ; nous irons plus loin en affirmant que ceux qui sont tentés par le fascisme pensent le Québec dans un contexte européen.

L'hebdomadaire *La Nation*, bien qu'assez marginal dans son extrémisme, nous fournit une piste, lui qui tente à l'été 1936 de reproduire au Québec les combats idéologiques qui se déroulent en Europe. Pour ce faire, il met en évidence deux expériences intensément vécues en pays de tradition latine : la victoire du Front populaire en France et, deux mois plus tard, les débuts de la guerre civile en Espagne. Non seulement *La Nation* force le Québec à s'intégrer dans ce qui est à ses yeux le grand choix du moment : Rome ou Moscou, fascisme ou communisme¹⁶, mais on y réduit très rapidement l'aire politique québécoise à ce simple axe bipolaire. *La Nation* vit même la campagne électorale provinciale de l'été 1936 « à la manière d'un événement s'inscrivant dans la réalité européenne » (Bélangier 1974, p. 347).

Les quotidiens à grand tirage naviguent aussi inconsciemment dans ces eaux car ils reproduisent les clichés d'un discours ecclésiastique pensé dans un contexte européen et international.

Avec la guerre civile espagnole, on découvre qu'à certains égards le Québec est pensé dans un contexte européen, qu'il y a un télescopage de ce qui est « d'ici » et ce qui est « de là-bas », et cela expliquerait la démesure des discours par rapport à la réalité d'ici¹⁷. Un discours anti-communiste répété *ad nauseam*, de grandes envolées anti-fascistes, cela est excessif par rapport à la réalité québécoise de 1936-1939, où les fascistes et les communistes sont peu nombreux et assez marginaux. Mais, plus encore, cette guerre ouvre une brèche dans l'apparente homogénéité idéologique parce qu'elle force ceux qui tentent de penser l'avenir du Québec à se positionner. Elle montre des fractures sociales et dévoile un débat sur le type de société souhaitée. La tentation du fascisme n'est qu'un élément de ce débat. Dans les années qui vont suivre, la place respective de l'Église, de l'État et de la société civile au Québec sera amplement discutée.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Nous remercions Sylvie Renaud qui a bien voulu lire une version préliminaire de ce texte. Ses commentaires judicieux nous ont permis de pousser un peu plus loin la réflexion.

2. Faute d'espace, nous ne traiterons pas ici spécifiquement des nationalismes. Quelques auteurs dont Sylvie Guillaume (1990) et Michael Oliver (1991) se sont efforcés à montrer qu'il n'y a pas *un* mais *des* nationalismes au Québec pour la période nous intéressant. Si certains de ces courants nationalistes lorgnaient vers l'extrême-droite, il serait toutefois malhonnête d'en déduire qu'ils étaient tous liés au fascisme.

3. Nous avons analysé 400 articles de la presse écrite de juillet 1936 à mars 1939, dont 251 de la presse francophone. *La Presse*, *La Patrie*, *Le Devoir* et *Le Canada* ont été dépouillés *in extenso*, ainsi que les hebdomadaires et périodiques *Les Idées*, *L'Action nationale*, *La Relève*, *Le Jour* et *Clarté*. La presse quotidienne est dominée par *La Presse* qui tire 150 000 exemplaires ainsi que par *La Patrie* dont le tirage en semaine est moins de 30 000 mais qui se reprend avec son édition du dimanche (78 000 copies). Le quotidien *Le Canada* a un tirage de 15 242 exemplaires en 1940, selon Beaulieu et Hamelin (1973-1990), soit un peu moins que *Le Devoir* (qui tire en moyenne 18 000 exemplaires entre 1935 et 1940).

Les quotidiens *La Patrie*, *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Canada* forment le corpus principal du présent article; l'hebdomadaire *Le Jour* et le mensuel *Clarté* se sont ajoutés afin de fournir du matériel supplémentaire. Pour déterminer dans quels mots était dite la guerre d'Espagne dans ces journaux, nous avons procédé dans un premier temps à un repérage des mots-pivots. Cette méthode a de nombreuses limites (Maingueneau, 1987, p. 97-98), la plus importante étant qu'elle ramène le discours à un ensemble de propositions articulées autour de termes-pivots, dissociant par cette procédure le contenu lexical de la syntaxe et des énonciateurs. Nous l'avons considérée utile dans la mesure où nous l'avons combinée avec d'autres niveaux d'analyse. Les termes *communisme*, *Église*, *Républicains*, *Fascistes*, *démocratie* ont été définis au cours de l'analyse préliminaire du corpus et leur repérage a servi à appuyer une étude plus approfondie (Désy, 1999). Nous nous sommes particulièrement intéressé aux récurrences dans le discours.

4. L'hebdomadaire *La Nation* favorise le modèle mussolinien et on y vit intensément les débuts de la guerre civile en Espagne. Vivement touché par l'ampleur de la vague socialiste et communiste, le journal entreprend avec cette guerre une campagne contre les forces de gauche.

5. Voir par exemple: « La menace rouge », *L'Action nationale*, vol. VII, no. 5, mai 1936, p. 257-258.

6. *La Patrie*, 29 août 1936.

7. Un bémol s'impose dans l'évaluation des discours de résistance au niveau du potentiel de réception. Bien qu'importants dans la faille qu'ils instituent dans l'homogénéité idéologique et ayant de fidèles lecteurs, ils connaissent des tirages et une diffusion bien moindres que le discours dominant. *Le Canada* tire une quinzaine de milliers de copies chaque jour et *Le Jour* dix mille par semaine. Quant à *Clarté*, journal socialiste, il est « habituellement imprimé à trois mille exemplaires » (Fournier, 1978, p. 274). On est loin des 78 000 copies de *La Patrie* du dimanche ou du tirage quotidien de 150 000 de *La Presse*.

8. Dans l'esprit de la période de front commun contre le fascisme, *Clarté* se dit plus ouvert et dépasse les limites du Parti communiste canadien.

9. *Le Canada*, lundi 24 août 1936, p. 2.

10. Par exemple : Flambeau, « La guerre mondiale est-elle pour demain ? », *Le Canada*, 2 septembre 1936, p. 2 ; André-R. Bowman, « Le massacre des innocents », *Le Jour*, 2 octobre 1937, une.
11. J. P. [Jean Péron], « La presse pourrie et ses mensonges », *Clarté*, 5 décembre 1936, p. 2 ; *Clarté*, 30 janvier 1937, une ; Andrée Viollis, « La Passion de Madrid », *Clarté*, 12 décembre 1936, p. 3.
12. J.-C. Harvey, « Les horreurs du fascisme », *Le Jour*, 31 décembre 1937, p. 2.
13. J.-C. Harvey, « Mystique fasciste ou exploitation des masses », *Le Jour*, 2 octobre 1937, p. 2.
14. Flambeau, « La guerre mondiale est-elle pour demain ? », *Le Canada*, 2 septembre 1936, p. 2.
15. « La propagande fasciste ne faiblit pas », *Le Jour*, 25 décembre 1937, p. 2.
16. Un article de Dostaler O'Leary porte d'ailleurs ce titre « Rome ou Moscou », dans *La Nation*, vol. 1, no. 30, septembre 1936, p. 1. Voir aussi « De Moscou à Madrid » dans le même journal, vol. 1, no. 27, 13 août 1936, p. 1.
17. Il faut dire que la guerre d'Espagne se « déplace » à l'occasion en sol québécois : la visite d'une délégation espagnole en octobre 1936, la visite de Malraux en avril 1937, le très médiatisé départ pour l'Espagne du Dr. Bethune sont autant d'événements qui participent à ce télescopage de ce qui est d'ici et de ce qui est de là-bas.

BIBLIOGRAPHIE

- Bastien, Hermas, « Corporatisme et liberté », *L'Action nationale*, vol. 11, no. 4 avril 1938, p. 305-313.
- Beaulieu, André, Jean Hamelin et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, 10 t., Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-1990.
- Bélanger, André-J., *L'Apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934-1936*, Québec, Presses de l'Université Laval (Histoire et sociologie de la culture;7), 1974.
- Bélanger, André-J., « Les idéologies et leur désert politique », dans *Idéologies au Canada français 1930-1939*, sous la direction de F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 29-39.
- Blais, Jacques, *De l'Ordre et de l'Aventure. La poésie au Québec de 1934 à 1944*, Québec, PUL, Vie des lettres québécoises, no. 14, 1975.
- Désy, Caroline, *Discours hégémonique et contre-discours sur la guerre d'Espagne dans la presse québécoise des années trente*, thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1999.
- Fournier, Marcel, « Clarté ou le rêve d'un front populaire », dans *Idéologies au Canada français 1930-1939*, sous la direction de F. Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 273-294.
- Groulx, Lionel, *Directives*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1937.

- Guillaume, Sylvie, « La transmission de l'héritage français : trois types de nationalisme canadien-français, 1913-1959 », *Québec Studies*, no. 10, 1990, p. 121-132.
- Guimont, Pascale, « *Le Jour, 1937-1946* », dans *Idéologies au Canada français 1930-1939*, sous la direction de F. Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 131-163.
- Larocque, Paul, « L'Ordre, 1934-1935 », dans *Idéologies au Canada français*, sous la direction de F. Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 177-199.
- Lévesque, Andrée, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- Mangueneau, Dominique, *Nouvelles tendances en analyse du discours*, Paris, Hachette, 1987.
- Minville, Esdras, « Le corporatisme et le national », *L'Action nationale*, vol. 12, no. 2 (octobre 1938), p. 131-140.
- Oliver, Michael, *The Passionate Debate. The Social and Political Ideas of Quebec Nationalism, 1920-1945*, Montréal, Véhicule Press (Dossier Québec Series), 1991.
- Peck, Mary Biggar, *Red Moon over Spain : Canadian Media Reaction to the Spanish Civil War 1936-1939*, Ottawa, Steel Rail Publishing, 1988.
- Pie XI, *Les événements d'Espagne*, discours de S.S. Pie XI aux réfugiés espagnols, suivi d'une *Lettre de S.E. Mgr Gauthier au clergé de Montréal*, Montréal, Imprimerie Populaire, 1936 (Le Document; no 24, collection de textes publiés par *Le Devoir*).
- Pie XI, *Lettre encyclique « Divini Redemptoris » sur le communisme athée (19 mars 1937)*, Paris, Bonne Presse, 1937 (réédition 1957).
- Pomeyrols, Catherine, *Les intellectuels québécois : formation et engagements 1919- 1939*, Montréal/Paris, L'Harmattan, 1996.
- Racine, Jacques et Michel Stein, « L'Action catholique, 1931 et 1938 », dans *Idéologies au Canada français 1930-1939*, sous la direction de F. Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 61-95.
- Rouillard, Jacques, « Les écrits d'Alfred Charpentier, 1920-1945 », dans *Idéologies au Canada français*, sous la direction de F. Dumont et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 295-315.
- Rumilly, Robert, *L'autonomie provinciale*, tome 36 de *Histoire de la Province de Québec*, Ottawa, Fides, 1996.
- Scott, Frank R., « French Canadian Nationalism (1936) », dans *A New Endeavour. Selected Political Essays, Letters, and Addresses*. Edited and introduced by Michael Horn, Toronto, University of Toronto Press, 1986, p. 27-36.
- Sternhell, Zeev, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Nouvelle édition refondue et augmentée, Bruxelles, Éditions Complexe (Historiques), 1987.
- Winock, Michel, « Le fascisme, c'est la guerre », *L'Histoire*, no. 235, septembre, 1999, p. 50-57.